



No Xy Lo

FLASH Spécial mobilisation

Numéro 14 - 27 juin 2011

ÉDITO

LE TEMPS D'AGIR - MOBILISATION GÉNÉRALE

L'ensemble de la Fonction Publique Européenne subit actuellement la pire attaque jamais lancée contre ses conditions d'emploi et de travail.

Sur fond de crise économique et sous la pression des États membres, la Commission s'apprête à mettre entre les mains du Conseil le démantèlement de notre Statut. Elle pourra ainsi s'abriter derrière ses décisions, soutenir qu'elle ne souhaitait que des réformes à minima et s'appuyer sur des opinions publiques qui nous considèrent comme des privilégiés.

Mais rien n'oblige la Commission à ouvrir la Boîte de Pandore d'une révision du Statut! U4U, au sein de la Majorité Syndicale, demande au Collège de ne pas enclencher cet engrenage fatal.

Attendrons-nous passivement de **perdre notre prime d'expatriation et notre délai de route**? Attendrons-nous sans agir la **suppression programmée de 10% des emplois**? Accepterons-nous de devoir **travailler 40 heures par semaine jusqu'à 65 ou 67 ans**? Accepterons-nous de laisser encore **réduire nos retraites et augmenter nos cotisations**, de voir nos perspectives de carrière encore plus limitées, la précarité officialisée comme méthode de gestion du personnel et le bon vouloir de la hiérarchie conforté?

Non. Le personnel a montré sa détermination, toutes catégories et toutes institutions confondues, lors de **l'Assemblée Générale de ce mercredi 22 juin**, en votant la **résolution** ci-dessous. Cette unité d'action est appelée à se renforcer encore à l'occasion de la **prochaine AG, mercredi 29 juin**.

Désormais, **il appartient à chacun d'entre nous de prendre toute sa part dans le combat qui s'annonce et de renforcer cet élan d'auto-défense.**

Défendre la Fonction Publique Européenne c'est, avant tout, œuvrer pour **un modèle de construction européenne citoyenne, solidaire, efficace et ambitieuse.**

LA FONCTION PUBLIQUE EUROPÉENNE GRAVEMENT MENACÉE

Nous ne participons pas seulement de la Fonction publique européenne, **nous sommes la Fonction Publique des Européens**. Nous ne sommes pas seulement fonctionnaires européens, agents temporaires ou contractuels, nous sommes avant tout des citoyens européens, des citoyens d'une Europe que ses fondateurs ont voulue solidaire et garante de l'intérêt commun.

À ce double titre, **U4U réaffirme son attachement à une Fonction publique européenne indépendante**, forte de ses compétences et au service de l'intérêt commun européen.

En effet, une Fonction publique européenne forte ne fait pas seulement partie des moyens requis pour répondre **en commun** aux défis actuels; elle est aussi la **garante** d'une coordination solidaire des réponses à apporter aux défis du futur.

En conséquence, **U4U manifeste sa volonté de s'opposer à toute mesure globale ou catégorielle, budgétaire ou institutionnelle, visant à remettre en cause ces compétences et à affaiblir cette indépendance**, qui est indispensable face aux intérêts tant nationaux que catégoriels.

Périls sur le Statut

Notre Statut fait l'objet de demandes de réexamens et modifications de la part du Conseil (voir ci dessous), sous la pression des États membres, concernant les pensions, les allocations diverses, les possibilités de départ anticipé, les promotions, etc.

U4U considère inutile et dangereuse la réouverture du Statut car la Fonction publique européenne a déjà été suffisamment attaquée, réformée et affaiblie dans son rôle de service public européen en 2004 (Réforme "Kinnock").

La Commission prévoit de présenter ses propositions le 29 juin aux États membres, **sans aucune concertation avec les syndicats représentant le personnel**. La Commission compte **faire passer les mesures pendant la période des congés**, pour que tout soit bouclé en septembre et que le personnel ne puisse plus agir.

L'argument selon lequel il y aurait "urgence" à une n-ième révision du Statut pour remplacer la "méthode d'adaptation salariale" ne tient pas ... sauf agenda caché, sauf raisons opaques liées aux échéances électorales proches dans plusieurs États membres, sauf pressions de mouvements dont les slogans xénophobes et anti-européens évoquent les années 30 par leur recherche effrénée de boucs émissaires ...

Où est cette prétendue urgence puisque la méthode actuelle produira ses effets jusqu'en 2013? Nous avons tout le temps pour bien négocier son adaptation dans un contexte politique et économique plus serein. **Pourquoi tant de précipitation** à remettre en cause le Statut, alors que, dans le même temps, la défense systémique de l'euro est, crise après crise, mois après mois, renvoyée aux calendes...grecques?

Ce décalage dans les urgences comme dans les priorités en dit long sur **l'absence de vision et de solidarité européennes de nombre de décideurs nationaux**, trop nationaux. Il serait regrettable que cette attitude trouve des relais complaisants et zélés au sein des institutions européennes, et en particulier au sein de celle qui est la gardienne des Traités, la garante de notre indépendance au service de l'intérêt commun européen: la Commission.

Si la raison invoquée est réellement la recherche d'économies immédiates, il serait plus rentable d'aller les chercher dans la rationalisation du fonctionnement de la machinerie européenne. Les divers sièges du Parlement européen, la multiplication des Agences et autres Offices, les doublons entre DGs aux activités similaires, la hiérarchie surabondante du Service Extérieur, les coûts de location de dizaines de bâtiments, etc.: voilà des gisements d'économies instantanées et utiles!

Mais quelles sont **les vraies raisons de l'initiative de la Commission**, en particulier celle qui conduit la Commission à "noyer" la demande de réforme du Statut et de la Méthode dans les Perspectives financières ... comme si l'indépendance de la Fonction publique européenne et nos conditions de vie n'étaient qu'une ... **variable d'ajustement?**

Périls sur le budget de fonctionnement des institutions

La poursuite de la construction européenne, dans le contexte des prochaines perspectives financières 2014-2020, dépend du maintien, voire de l'augmentation, d'un **budget européen suffisant** pour que les missions soient menées à bien.

Mettre sur le même plan les nécessaires remises en ordre des budgets nationaux et le refus d'augmenter le budget européen (à peine 1,1% du PIB des 27) à la mesure des nouvelles solidarités européennes, reviendrait à **soumettre à un traitement identique des personnes en surpoids et des anorexiques**: empêcher ceux-ci de grossir au motif que les autres doivent impérativement maigrir... Qui ferait confiance à un médecin agissant de la sorte?

Le financement des institutions et de ses personnels représente **5.7% du budget de l'UE, soit 0,0006% du PIB**. Si les montants nécessaires n'étaient pas garantis dans le projet soumis fin juin par la Commission, notre Statut, nos rémunérations et l'existence même d'une Fonction publique indépendante seraient alors gravement menacés par des coupes budgétaires.

En conséquence, **U4U, avec les organisations de la Majorité syndicale, demande fermement au Président Barroso** de faire la transparence sur ses propositions et sur leurs véritables motivations, et de garantir le financement approprié pour **maintenir le pouvoir d'achat de tous les collègues**.

U4U appelle donc à l'unité du personnel pour demander à la Commission de ne pas proposer au Conseil, le 29 juin, une révision du Statut.

Si l'on veut réellement réformer, il faut se concentrer sur ce qui doit être amélioré pour réaliser des économies sans pour autant changer le Statut!

C'est sur ces objectifs que nous appelons tout le personnel, dans toutes les institutions, à une mobilisation générale.

La Commission ne doit pas, le 29 juin, permettre de lancer une révision de notre Statut, dont on sait d'ores et déjà qu'elle affectera lourdement nos conditions de travail et d'emploi et traumatisera, une fois encore, une Fonction Publique dévouée, compétente et soucieuse de l'intérêt général.

BERLAYMONT, 22 JUIN 2011: UNE AG INTERINSTITUTIONNELLE DE LA MAJORITÉ SYNDICALE RÉUSSIE

À l'appel de **toutes les organisations de la Majorité Syndicale**, une Assemblée générale interinstitutionnelle a été organisée, ce mercredi 22 juin au Berlaymont.

Plus de 500 personnes, toutes catégories et institutions confondues, se sont rassemblées **contre les menaces graves et imminentes pesant sur la Fonction publique européenne et notre Statut**.

Avec l'AG organisée la veille au Conseil, ce sont donc **plus de 1.000 collègues** qui se sont déjà mobilisés à Bruxelles à un jour d'intervalle, en un temps relativement court, **face à l'urgence et à la gravité de la situation**.

Les représentants de **toutes les organisations syndicales** se sont succédé à la tribune pour demander à la Commission de **ne pas introduire, dans sa Communication du 29 juin, la promesse d'une modification du Statut**.

Ils ont aussi insisté sur la nécessité de **l'unité du personnel et des organisations syndicales**. Cette unité doit, à la fois, prendre en compte l'intérêt de tout le personnel et correspondre pleinement aux attentes du personnel.

RÉSOLUTION VOTÉE À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU PERSONNEL DU 22 JUIN 2011

Le personnel des institutions européennes, réuni en Assemblée Générale interinstitutionnelle:

- **condamne** l'absence de concertation en amont de la Communication sur la modification du Statut et les prochaines perspectives financières;
- **refuse** que l'on tente une seconde fois, 7 ans après la réforme de 2004, d'affaiblir la Fonction publique européenne en modifiant son Statut;
- considère que les adaptations et réformes indispensables, notamment pour trouver une solution à la précarité des conditions d'emploi de certains collègues, peuvent être réalisées **sans toucher au Statut**;
- **exige** que la Commission prenne toutes les mesures pour qu'un **vrai dialogue social** puisse se mettre en place;
- **exige** que le chapitre 5 des perspectives financières 2014-2020 prévoie un **financement suffisant** pour que les institutions européennes puissent remplir toutes leurs missions;
- **exige** que la Commission renonce à prévoir des modifications statutaires dans ce cadre;
- demande à la Commission à ne pas envisager à court terme l'introduction d'une demande de nouvelle Méthode;
- considère qu'une Fonction publique européenne forte fait partie des solutions pour répondre aux défis actuels;
- **demande à ses OSP de déposer un préavis de grève à titre conservatoire, et de réunir encore une fois le personnel en Assemblée Générale, le 29 juin au Berlaymont.**

LES ÉTATS MEMBRES PRÉCISENT LEURS MENACES

Le Conseil a distribué, ce 20 juin, les **projets d'attaque contre notre Statut** établis par les délégations autrichienne, danoise, finlandaise, française, allemande, hollandaise, suédoise et britannique.

En voici **quelques éléments, particulièrement graves et révélateurs**:

- "**very substantial reductions** in [EU administrative] spending, including **salaries, pensions and benefits**, are required over the next Multiannual Financial Framework";
- "a few key areas that we would like to see, **as a minimum**, covered within the formal proposal on the Staff Regulations";
- "**allowances should not be adjusted annually**"; "**the expatriation allowance [...] would naturally diminish over time**";
- "**separation** of the pensions and allowances adjustment **from the salary adjustment**";
- "**Given the high level of EU remunerations and pensions, significant pension reforms are needed to reduce future costs**"; "**further pension rights cannot be accumulated at the current rate**";
- "linking the standard retirement age to life expectancy, a **reduction in the rate** by which pension rights are accumulated, a **review of the base for calculating the pension**; a removal of the bonus accumulation system, a phase out of the future partner pension rights, **abolishment in the use of the early retirement scheme**";
- "Any proposal should **increase the Special Levy** and should be **applied to pensions as well**".

UNION FOR UNITY – U4U

Président / Éditeur: G. Vlandas

Secrétaire à la Communication / Rédacteur en Chef: R. Mohedano-Brèthes

Comité de Rédaction: G. Vlandas, R. Mohedano-Brèthes, F. Andreone, R. Marquez García, Agim Islamaj, J.P. Soyer, F. Linton, J.L. Noir, N. Pascall, S. Vlandas, O. Wolff, G. Tengelidou, S. Pakalin, V. Davydova, J. Prade, G. Hanney

[Our web site](#)

[Contact us](#)